



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
MERCREDI 06 FÉVRIER 2019**

L'an deux mille dix neuf, le six février, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, FORTIN Laurence, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, ROUBY Solenn, RIOU Michel, SERGENT André, TANDÉO Gilles, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc

Secrétaire de séance

FORTIN Laurence

Excusés

BESCOND Yvon (pouvoir à CORRE Michel)
ANDRÉ Robert (pouvoir à BÉGOC Marie-Hélène)
COJEAN Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)
MASCLEF Evelyne (pouvoir à CRENN Jean)
MERDY Marie-Thérèse (pouvoir à GOALEC Bernard)
MOULLEC Yvan (pouvoir à BONIZ Jean-Jacques)
PAGE Marie-Renée (pouvoir à GODET Nathalie)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)

Conseil de Communauté du 6 février 2019
Délibération n°DCC2019_045

Objet	Approbation du zonage des eaux pluviales
--------------	---

Rapporteur	Patrick LECLERC
------------	-----------------

Service	Services techniques
---------	---------------------

Thème	Environnement
-------	---------------

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Dans le respect de l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales (CGCT) il est fait obligation aux communes ou EPCI de déterminer, dans le cadre du zonage d'assainissement eaux pluviales les conditions de gestions des eaux pluviales sur le territoire communautaire.

Ce zonage permet de définir :

- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

La compétence en matière de gestion des eaux pluviales urbaines étant du ressort des communes, la Communauté s'est appuyé sur la connaissance des infrastructures que les communes sont amenées à gérer et sur les études qu'elles avaient déjà menées pour élaborer le zonage d'assainissement eaux pluviales. Cette étude de zonage des eaux pluviales, confiée au bureau d'études TPAE, a été élaborée en s'appuyant sur les zones urbanisées et à urbaniser du PLUi et a permis d'établir à l'échelle du territoire un zonage adapté aux situations locales. L'harmonisation de l'approche de gestion des eaux pluviales sur l'ensemble du territoire a été tout au long de cette phase d'élaboration, le fil conducteur de cette étude, avec pour socle principal de réflexion le cadre réglementaire des SDAGE et SAGE en vigueur.

Etat des lieux

Cet état des lieux a permis de :

- recenser, avec les communes, les secteurs où la récurrence des dysfonctionnements du système de collecte des eaux pluviales nécessitaient la mise en place de solutions adaptées,
- dresser deux cartes de sensibilité des milieux, l'une traitant de l'aspect quantitatif (risque inondation) et l'autre qualitatif (zones de conchyliculture, zones de baignade, périmètre de protection de captage, ZNIEFF....),
- modéliser les principaux réseaux et de croiser les constats de terrain avec ces modélisations.

En résumé :

La totalité des communes, dans le périmètre urbanisé, possède un réseau de canalisation, mais, pour certaines, dont la réalisation s'est faite souvent au fur et à mesure, en busant des fossés et sans obligatoirement d'études hydrauliques.

Hors périmètre urbanisé, ces canalisations sont complétées par un réseau de fossés

permettant d'assurer les écoulements des eaux de pluies.

Le linéaire concerné avoisine les 332 km (tableau joint en annexe)

La modélisation confortée par des constats de terrains met en évidence des dysfonctionnements, au nombre de 67, qui pour une grande part et les plus impactants pour un risque de débordement du réseau d'eaux pluviales lors des fortes précipitations se situent majoritairement :

- le long de l'Elorn à Landerneau et Plouédern où les pentes sont faibles (rupture de pente) et l'impact des impluviums en amont très important,
- Saint-Divy où les surfaces interceptées sont importantes,
- La Forest-Landerneau où plusieurs passages entre canalisation et fossé posent problèmes et des sections sous-dimensionnées,
- Daoulas où des sections sont sous-dimensionnées au niveau de plusieurs tronçons.

Sur deux communes ont été relevés des rejets d'eaux usées, L'hôpital Camfrout où l'origine de la pollution n'est pas déterminée et Hanvec où le problème est en voie d'être résolu avec les aménagements en cours.

505 exutoires de plus ou moins grande importance sont recensés sur le territoire de la Communauté.

Orientations

Le zonage eaux pluviales avait pour ambition de fixer des règles simples et faciles à mettre en œuvre constituant un règlement du service des eaux pluviales, de nature à assurer une gestion intégrée des eaux pluviales sur les principes suivants :

Principe 1 : Ne pas aggraver les conditions d'écoulement des eaux pluviales,

Principe 2 : Gérer les eaux pluviales pour des projets créant une nouvelle emprise au sol ou une emprise imperméabilisée supérieure à 40 m²

Principe 3 : Appliquer à toutes les zones sont concernées, excepté en ce qui concerne les zones A, Ao, Ai, N, Ns ou Ne,

Principe 4 : Privilégier l'obligation d'infiltration des eaux pluviales dans le sol.

Les orientations du règlement du service de gestion des eaux pluviales

Ce zonage s'accompagne de l'intégration de règles de gestion dans le règlement du PLUi, il constitue le règlement du service de gestion des eaux pluviales et s'applique à tous les maîtres d'ouvrage pour **tous les projets créant une nouvelle emprise au sol ou une emprise imperméabilisée supérieure à 40 m²** :

Règle 1 : La surface à prendre en considération dans les calculs est la surface du projet augmentée de la surface de bassin versant interceptée,

Règle 2 : Il est obligatoire de privilégier l'infiltration des eaux pluviales dans le sol. En cas d'impossibilité d'infiltrer les eaux, la gestion par régulation devra être appliquée.

Règle 3 : les coefficients de ruissellement à prendre en compte pour le calcul des surfaces actives seront 0,95 pour les toitures, 0,85 pour les voiries et d'un minimum de 0,10 pour les espaces verts (0,50 si l'étude de sol montre que le toit de la nappe sur le périmètre du projet est inférieur à 0,5 m de profondeur par rapport au TN ou si il a été démontré que les sols de la zone d'étude sont saturés en eau).

Règle 4 : obligation d'utiliser la méthode dite des pluies. Les coefficients de Montana à prendre en compte sont ceux fournis par Météo France à la station de Guipavas. Le coefficient a été affecté d'un coefficient multiplicateur k (voir annexe)

Règle 5 : pluies de retour à prendre en compte (voir annexe) :

- Pluie centennale ; sur Landerneau et Daoulas, en amont des zones d'inondation
- Pluie vicennale : sur Pencran, La Roche Maurice, Plouédern, Dirinon (si rejet vers Daoulas), Saint Urbain et Irvillac
- Pluie décennale : sur le reste du territoire de la CCPLD

Règle 6 : débits de fuite à retenir (voir annexe) en dérogation au SDAGE,

- Zone A : BV de l'Aber Wrac'h, de l'Aber Benoit et du Quillimadec - 2 L/s/ha
- Zone B : BV de Elorn et son Bassin versants - 3 L/s/ha
- Zone C : Autres BV - 5 L/s/ha sauf si le projet constitue une installation ouvrage, travaux ou aménagement (IOTA) soumis à déclaration ou autorisation (Art. R214-34 du Code de l'Environnement) ou une ICPE: dans ce cas, le débit de fuite de 3 L/s/ha sera retenu.

- si les eaux sont rejetées directement ou via un réseau de collecte (conduites) dans le milieu maritime, aucune régulation de débit n'est demandée.

Règle 7 : obligation de pouvoir confiner les eaux d'extinction d'incendie si la réglementation l'impose (périmètre de protection de captage, ICPE, ...)

Les maîtres d'ouvrage devront produire une étude définissant sur les bases précitées les conditions de gestion des eaux pluviales générées par leur projet.

L'exploitation des infrastructures de gestion des eaux pluviales est assurée par chaque collectivité compétente en matière d'eaux pluviales (actuellement les communes).

Les études sont contrôlées par chacune de ces 22 communes qui peuvent faire appel, le cas échéant, à un bureau d'études pour les accompagner dans l'analyse du dossier de la phase de conception (étude du projet) à sa phase de réalisation (vérification sur site), à l'instar de ce qui se fait pour l'assainissement non-collectif aujourd'hui.

Le programme de travaux

Sur la base des dysfonctionnements constatés sur les réseaux eaux pluviales un schéma directeur sera proposé courant 2019 et listera les travaux à programmer et leur enveloppe financière estimée.

Il permettra d'orienter les techniques à mettre en œuvre, si besoin, pour pallier les dysfonctionnements les plus impactants constatés sur les réseaux existants. Ces travaux sont du ressort des collectivités compétente en matière d'eaux pluviales.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu la décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) n°2018-006336 en date du 10 octobre 2018 soumettant, après demande d'examen au cas par cas, le projet de zonage eaux pluviales à évaluation environnementale qui devra être intégrée à celle relative au PLUi,

Vu le dossier zonage eaux pluviales et son résumé non technique en date du 21 janvier 2019

Vu l'avis favorable de la Commission Environnement du 22 janvier 2019

Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 22 janvier 2019

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 15 janvier 2019

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: approuve le zonage d'assainissement eaux pluviales et le règlement qui sera intégré au règlement du PLUi,

Article 2 : autorise le président :

- à lancer une enquête publique conjointe à celles relatives au zonage eaux usées et au PLUi,
- à signer tout acte relatif à la mise en œuvre de cette délibération.

Envoyé en préfecture le 07/02/2019

Reçu en préfecture le 07/02/2019

Affiché le

ID : 029-242900801-20190207-DCC2019_045-DE